

C.C.A.S. de SENS

SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 14 MARS 2025

Délibérations

Envoyé en préfecture le 18/03/2025

Reçu en préfecture le 18/03/2025

Publié le 18/03/2025

EXTRAIT [D: 089-268903879-20250314-DEL_2025_02-DE

DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

C.C.A.S

DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE SENS

Séance

du QUATORZE MARS DEUX MILLE VINGT CINO

Objet de la Délibération :

Tableau des effectifs -Régularisation de la création des emplois permanents

Nº 2025 / 02

Nombre de Membres en exercice: 11 Qui ont pris part à la délibération: 6

Présents: 6

Absents: 5

Pouvoirs: 0

Date de Convocation:

10 mars 2025

Publié le: 18 mars 2025

Présents:

Madame Ghislaine PIEUX, Vice-Présidente, Madame Murielle BLIN, Madame Mireille DUPRÉ, Madame Aline Rose KPAKPA, Monsieur Charles-Hervé MOREAU, Monsieur Nicolas PICHARD, membres.

Absents excusés:

Monsieur Paul-Antoine de CARVILLE. Président. Madame Marie-Christine ALAMARGOT, Madame Véronique ALEMANY, Monsieur Pierre BARATTE, Madame Josiane SARRAZIN, membres.

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article D. 1617-19;

VU le Code général de la fonction publique, notamment l'article L. 313-1; VU le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale;

VU le décret n° 2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels :

VU le tableau des effectifs;

Sous réserve de l'avis du Comité social territorial du 18 mars 2025 :

Considérant la nécessité de régulariser certaines dispositions en lien avec la création d'emplois pour garantir leur conformité juridique et administrative:

Considérant que le comptable doit disposer des pièces mentionnées à la rubrique 210 de la liste des pièces justificatives des dépenses des collectivités territoriales issue du décret n°2022-505 (article D. 1617-19 du code général des collectivité territoriales);

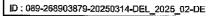
Considérant que la régularisation vise à garantir le respect des obligation légales et le bon fonctionnement des services de la collectivité;

Considérant que cette régularisation n'entraine pas de création de nouveaux emplois mais vise à corriger ou compléter les actes antérieurs pour en assurer la conformité.

Le Code général de la fonction publique précise que les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Reçu en préfecture le 18/03/2025

Publié le 18/03/2025



Au regard des nombreuses délibérations adoptées par l'assemblée délibérante pour la création de différents emplois, il apparait nécessaire de les mettre à jour. Il s'agit d'assurer la conformité juridique et administrative de tous les emplois créés au sein de la collectivité.

Aussi, il est présenté en annexe de la présente délibération un tableau récapitulatif de l'ensemble des emplois permanents et un tableau récapitulatif des emplois non permanents du CCAS. Il revient au Conseil d'administration d'adopter les dits tableaux.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Administration, à l'unanimité de ses membres :

- ➤ Adopte les tableaux récapitulatifs de l'ensemble des emplois du CCAS présenté en annexe de la délibération.
- ▶ Précise que les postes créés pourront être pourvus par des contractuels, en cas de recrutement infructueux de fonctionnaires, dans les conditions fixées au 2° de l'article L. 332-8 du Code général de la fonction publique. Ils devront dans ce cas justifier d'un diplôme du niveau requis et leurs traitements seront calculés par référence au maximum de l'indice brut terminal de la grille indiciaire sur laquelle ils seront positionnés.

Ainsi délibéré en séance les jours, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme,
Pour le Président du C.C.A.S.,
et par délégation de signature,
La Vice-Président OMMUA,

La Vice-Pr

<u> Annexes :</u>

Annexe 1 : Tableau des effectifs permanents du CCAS au 1er janvier 2025. Annexe 2 : Tableau des effectifs non permanents du CCAS au 1er janvier

2025.

Reçu en préfecture le 18/03/2025 Publié le 18/03/2025 Publié le 18/03/2025 879-20250314-DEL_2025_02-DE

C.C.A.S. de SENS Emplois permanents au 01/01/2025

	Cashmatac	Grades	Postes crées	Postes nourvus	19. 化多子	Effectif	Intitulés d'emplois
Filleres	Colegones					7	Directeur CCAS
	4	Attaché	m	m	Dont	н	Directeur de pôle
	ς					1	Responsable Education
		Rédacteur principal de 2ème classe	П	0			
	8	Rédacteur	m	T	Dant	1	Responsable ingénierie territoriale
ADMINISTRATIVE		Adjoint administratif principal 1ère Classe	LT.	7	Dont	H H	Agent de gestion administrative Agent de gestion comptable
	c	Adoint Administratif principal de 2ème classe	1	0			
		Adiolog Administratif	4	4	Dont	4	Agent administratif
	(をおりてき)	Sous total fillers Administrative	4. 14. 14. 14. 14. 14. 14. 14. 14. 14. 1	是是是一个人的,他们是一个人的,他们是一个人的,他们也是一个人的,他们也是一个人的,他们也是一个人的,他们也是一个人的,他们也是一个人的,他们也是一个人的一个人	State of the state of	1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1	(2) は、大きない。これでは、大きないできた。 (2) は、大きないできた。 (3) は、大きないできた。 (4) は、大きないできた。 (5) は、大きないできた。 (5) は、大きないできた。 (5) は、大きないできた。 (5) は、大きないできた。 (5) は、大きないできた。 (5) は、大きないできた。 (6) は、大きないできた。 (7) は、大きないできたいできた。 (7) は、大きないできたいできたいできたいできたいできたいできたいできたいできたいできたいできた
	æ	Animateur	5	æ	Dont	н 7	Ecrivain Public Référente de parcours du programme de Réussitæ Educative
		Adjoint d'Animation principal de 2ème classe	~	0			
ANIMATION	,					ы	Agent d'animation, réfèrente de club
	u	Adjoint d'Animation	en e	m	Dont	мн	Agent polyvalent : animation et technique Agent technique/hotesse de restauration
	A 1877 1984	Sois total fillere Antingtion Comment	1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1	是少年。1997年,秦秋秦	Section Section 1	部分以 9年以前	学者のできない。 いっちん 歌のない はない ないない ないない ないない ないない かいしゅんない
		Conseiller socio-éducatif	7	0			
		Assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle	7	7	Dont	14 14	Responsable du service social Traveilleur social
						7	Assistant social
	٩						Référent Autonomie Indusion
	:		ţ	1	į	Ħ	Référente Santé et Prévantion de l'isolement de la personna égée
SOCIALE		Assistant socio-éducatif	Ą	•	E GO	7	Responsable Santé, Séniors, Inclusion
						74	Travailteur social
						~	Travailleur social senior-natiticap
	,	Agent social principal de 1ère classe	1	1		1	Agent social
	U	Agent social	1	1			Agent charge d'accueil CCAS
	操放音	Sous total fillere Sociale Section	1. 1. 1. 1. 19 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1.	是1970年 1980年		4. OF 18	以表现的心理是如此,不是一些是一种的情况是是不是一种的。
	4	Cadre de santé	2	0			
MEDICO-SOCIALE	80	Auxiliaire de puériculture de classe supérieure	1	0			
	\$500 Octob	Sous total fillere Médicosociale.	4.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1.1	140.00 Sec. 50.00 Sec.	100 V 00	ではの	明日本经验的经济的法院是公司的 化多次分类分类 化二十二次 医阿里克氏病 医多种生物 医克克氏病
	8	ETAPS principal de 2ème classe	1	0	_		- 11
SPURINE	Section of the sectio	A STATE Sous total fillere Sportive County County	1. Sec. 12. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1.	West 10* Mark	SOUTH BURNESS	S. 0	というでは、10mmの
		Agent de maîtrise principal	1	0			
		Agent de maîtrise	1	1		1	Référent technique
4 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	U	Adjoint technique principal de 1ère classe	es.	2	Dont		Agent d'accuell et factorum Agent technique
ובישולפנ		Adioint technique princinal de 2ème classe	2	1		1	-11
		Adioint technique	m	П		1	n ménage
	新 (1.00m) (1.10m)	Sour rotal fillers Technique	1. N. 3. 3. 3. 3. 3. 3. 3. 3. 3. 3. 3. 3. 3.	よって とうとうはり かんりていんか	経 はできる 前は	後の日本の大	
	10000	Vacataires	35	4		4	
EMPLOIS HORS FILERE	製造を	Second Second Security Sour Later House Illiere Second Second	North Cash	《新沙安》等在《大路等》	一方 これの かんない	経済の 大洋祭	
		Total Control of the	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	98	分為經濟		13/2

C.C.A.S de SENS Emplois non permanents au 01/01/2025

Fillères	Catégories	Grades	Postes crées	Postes pourvus		Effectif	Intitulés d'emplois
Réussite éducative	Hors catégorie	Vacataire horaire	īC	us.	Dont	S	Vacataires horaires à la réussite éducative
		Sous totale fillere Rebistre educative	建筑的	報名会学の解学は古れて		明本程本語	
Administrative	Ų	Adjoint administratif	러	0	Dont	0	Agent polyvalent administratif
		Sousitotale fillere Administrative	SATURATION OF THE SE	MANAGEM TO THE MANAGEMENT OF	清野學行名字為	电影影响	
eleico sociale	¥	Assistant socio-éducatif	Ħ	0	Dont	0	Assistant social
		Sous totale fillere Médico sociale de la		45.00 CONTRACTOR		多原 蘇廣縣	(1) 10 年 10 年 10 日 10 日 10 日 10 日 10 日 10 日
	中国的政治 经通过证券	TO COMPANY OF TOTAL STREET, ST	おきないという こうない	第二十二年,他们的是国际的		No. of the last of	変化をはなっているとのなかないなどでは、これでは、これがは最初にはない。それであると

Envoyé en préfecture le 18/03/2025

ID: 089-268903879-20250314-DEL_2025_02-DE

Envoyé en préfecture le 18/03/2025

Reçu en préfecture le 18/03/2025

Publié le 18/03/2025

EXTRAIT | ID: 089-268903879-20250314-DEL_2025_03-DE

DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

C.C.A.S

DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE SENS

Séance

du QUATORZE MARS DEUX MILLE VINGT CINQ

Objet de la Délibération :

Rémunération des heures supplémentaires

Nº 2025 / 03

Nombre de Membres en exercice: 11 Qui ont pris part à la délibération: 6

Présents: 6

Absents: 5

Pouvoirs: 0

Date de Convocation:

10 mars 2025

Publié le: 18 mars 2025

Présents:

Madame Ghislaine PIEUX, Vice-Présidente, Madame Murielle BLIN, Madame Mireille DUPRÉ, Madame Aline Rose KPAKPA, Monsieur Charles-Hervé MOREAU, Monsieur Nicolas PICHARD, membres.

Absents excusés:

Monsieur Paul-Antoine de CARVILLE, Président, Madame Marie-Christine ALAMARGOT, Madame Véronique ALEMANY, Monsieur Pierre BARATTE, Madame Josiane SARRAZIN, membres.

VU le Code général de la fonction publique, et notamment les articles L. 712-1 et L. 714-4:

VU l'arrêté ministériel du 27 février 1962 portant sur les indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires susceptibles d'être allouées à certains fonctionnaires communaux;

VU le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002 modifié relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires;

VU le décret n°2010-310 du 22 mars 2010 relatif aux indemnités forfaitaires représentatives de travaux supplémentaires allouées à certains personnels de la fonction publique hospitalière et aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires;

Sous réserve de l'avis du Comité Social Territorial du 18 mars 2025 ;

Considérant que le personnel du CCAS peut être appelé, selon les besoins du service, à effectuer des heures complémentaires dans la limite de la durée légale du travail et des heures supplémentaires au-delà de la durée légale de travail.

Les heures supplémentaires sont des heures effectuées à la demande expresse du supérieur hiérarchique, au-delà des bornes définies par le cycle de travail. Ces heures n'ont pas vocation à se répéter indéfiniment et doivent rester ponctuelles et exceptionnelles. En dessous des 35 heures, les agents à temps non complet bénéficient quant à eux d'heures complémentaires

Les heures supplémentaires sont rémunérées par des Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires (IHTS). L'assemblée délibérante est compétente pour déterminer les modalités de perception des IHTS.

Reçu en préfecture le 18/03/2025 "

Publié le 18/03/2025

ID: 089-268903879-20250314-DEL_2025_03-DE

Cette délibération vise à définir les conditions de reconnaissance et de compensation des heures supplémentaires pour les agents territoriaux. Elle fixe notamment la liste des emplois pouvant ouvrir droit à l'indemnité horaire pour travaux supplémentaires (IHTS).

La compensation des heures supplémentaires doit préférentiellement être réalisée sous la forme d'un repos compensateur, à défaut elle donne lieu à indemnisation conformément à la règlementation en vigueur.

Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS) peuvent être versées aux agents de catégorie C et B dès lors que leurs missions impliquent la réalisation effective d'heures supplémentaires : titulaires, stagiaires ou contractuels ; à temps complet, temps partiel ou à temps non complet. De plus, Le contingent mensuel des heures supplémentaires accomplies est par principe limité à 25 heures.

Heures supplémentaires - régime de droit commun :

Les agents de catégorie A ne peuvent pas bénéficier de l'indemnisation d'heures supplémentaires (sauf exception pour certains cadres d'emplois appartenant à la filière médico-sociale).

Conformément à l'article 2 du décret du 6 septembre 1991, l'organe délibérant fixe la liste des emplois ouvrant droit à l'IHTS. Celle-ci est donc actualisée en annexe de la présente délibération au regard de l'évolution des services.

Heures supplémentaires - régime spécifique relatif aux élections :

Par ailleurs, les heures supplémentaires réalisées dans le cadre des élections font l'objet d'un traitement spécial. Il existe deux modes de rémunération distincts :

- Pour les agents pouvant bénéficier des IHTS : paiement en IHTS ;
- Pour les agents ne pouvant pas bénéficier d'IHTS : taux forfaitaire horaire de 22 € quel que soit le grade et l'indice détenu.

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'Administration adoptent à l'unanimité les indemnités horaires pour travaux supplémentaires pour les fonctionnaires titulaires et stagiaires, à temps complet, non complet et temps partiel et les agents contractuels de droit public relevant des emplois cités en annexe de la présente délibération.

Ainsi délibéré en séance les jours, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme, Pour le Président du C.<u>C.A</u>

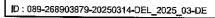
et par délégation de signatur La Vice-Présidente

Ghis

Annexe : Liste des emplois dont les missions impliquent la réalisation

*P*aine PIEUX

effective d'heures supplémentaires.



ANNEXE: LISTE DES EMPLOIS DONT LES MISSIONS IMPLIQUENT LA REALISATION EFFECTIVE D'HEURES SUPPLEMENTAIRES

FILIERE	EMPLOIS
	Directeur de pôle
	Directeur CCAS
	Responsable Education
Administrative	Responsable Ingénierie territoriale
	Agent de gestion administrative
	Agent de gestion comptable
	Agent administratif
	Responsable
	Travailleur social
Médico-sociale Technique	Assistant social
	Référent Autonomie Inclusion
	Référent Santé, Séniors, Inclusion
	Référent technique
	Agent d'accueil et factotum
	Agent technique polyvalent
	Agent d'entretien
	Référent de parcours du programme de réussite éducative
Animation	Ecrîvain public
	Agent d'animation
	Référent de club 3ème âge
	Agent polyvalent
	Agent technique et hôte de restauration
Toutes filières	Agents intervenant au sein d'animations et évènements locaux
	ponctuels
	ĺ

L'ensemble de ces emplois peut également être dénommé « poste ».

Envoyé en préfecture le 18/03/2025

Reçu en préfecture le 18/03/2025



EXTRAIT 1D: 089-268903879-20250314-DEL_2025_04-DE

DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

C.C.A.S

DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE SENS

Séance

QUATORZE MARS DEUX MILLE VINGT CINQ

Objet de la Délibération :

Régime des astreintes

Nº 2025 / 04

Nombre de Membres en exercice: 11 Qui ont pris part à la délibération: 6

Présents: 6

Absents: 5

Pouvoirs: 0

Date de Convocation:

10 mars 2025

Publié le: 18 mars 2025

Présents:

Madame Ghislaine PIEUX, Vice-Présidente,

Madame Murielle BLIN, Madame Mireille DUPRÉ, Madame Aline Rose KPAKPA, Monsieur Charles-Hervé MOREAU, Monsieur Nicolas PICHARD, membres.

Absents excusés:

Monsieur Paul-Antoine de CARVILLE, Président, Madame Marie-Christine ALAMARGOT, Madame Véronique ALEMANY, Monsieur Pierre BARATTE, Madame Josiane SARRAZIN, membres.

VU le Code général de la fonction publique, et notamment l'article L. 611-

VU le décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale, et notamment l'article 5;

VU le décret n°2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la fonction publique territoriale;

VU le décret n°2015-415 du 14 avril 2015 relatif à l'indemnisation des astreintes et à la compensation ou à la rémunération des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement;

VU l'arrêté ministériel du 14 avril 2015 fixant les montants de l'indemnité d'astreinte et la rémunération horaire des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement;

VU l'arrêté ministériel du 3 novembre 2015 fixant les taux des indemnités et les modalités de compensation des astreintes et des interventions des personnels affectés au ministère de l'Intérieur ;

Sous réserve de l'avis du Comité Social Territorial du 18 mars 2025 ;

Considérant qu'une période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration;

Considérant les besoins du C.C.A.S., il y a lieu d'adopter le cadre du régime des astreintes, ainsi que les indemnités qui s'y rattache ;

Reçu en préfecture le 18/03/2025

Publié le 18/03/2025

ID: 089-268903879-20250314-DEL_2025_04-DE

Pour garantir la permanence et la continuité de ses activités lorsque cela s'avère nécessaire, le CCAS recourt à l'intervention de son personnel en dehors des horaires habituels de service.

1/ Cadre réglementaire

L'article 2 du décret n°2005-542 du 19 mai 2005 définit l'astreinte comme l'obligation qui est faite à un agent de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration et précise que la durée de cette intervention ainsi que le déplacement aller et retour sur le lieu de travail lié à l'intervention pendant l'astreinte sont considérés comme un temps de travail effectif.

L'article 5 du décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 laisse le soin à l'organe délibérant de la collectivité de déterminer, après avis du comité social territorial compétent, les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation et la liste des emplois concernés.

Le décret n°2005-542 du 19 mai 2005 fixe les modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la fonction publique territoriale en se référant aux dispositions prévues pour les services de l'État.

Ce texte conduit à opérer une distinction entre l'ensemble des agents territoriaux et les agents de la filière technique. Aux premiers s'applique le régime de rémunération ou de compensation des astreintes prévu réglementairement pour les personnels relevant de la direction générale de l'administration du ministère de l'Intérieur et aux seconds, celui des agents du ministère de l'Équipement.

En conséquence, pour les agents territoriaux n'appartenant pas à la filière technique, il revient à l'organe délibérant, soit de déterminer si les périodes d'astreinte et d'intervention sont rémunérées ou compensées en temps, soit de donner à l'autorité territoriale compétence pour choisir l'une ou l'autre de ces modalités.

Pour les agents de la filière technique, les périodes d'astreinte effectuées ne peuvent donner lieu qu'à indemnisation et non à compensation en temps. Les interventions accomplies pendant les périodes d'astreinte par les personnels techniques ne font l'objet d'aucune indemnisation spécifique autre, le cas échéant, que la rémunération des heures supplémentaires. Par ailleurs, la réglementation prévoyant un taux spécifique d'indemnisation pour les personnels d'encadrement (astreinte de décision), l'organe délibérant doit préciser les personnels techniques concernés. L'indemnité d'astreinte versée aux agents ne relevant pas du personnel d'encadrement est majorée de 50 % lorsqu'un délai de prévenance de quinze jours n'a pas été respecté.

Reçu en préfecture le 18/03/2025

Publié le 18/03/2025

ID: 089-268903879-20250314-DEL_2025_04-DE

Aussi, est-il nécessaire de fixer la liste des emplois concernés par la réalisation des astreintes, les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, la nature et la durée de ces astreintes. De plus, l'organe délibérant de la collectivité peut décider d'opter pour la rémunération des périodes d'astreinte et la possibilité d'indemniser les périodes d'intervention effectuées par les agents autres que ceux relevant de la filière technique.

L'assemblée délibérante peut également étendre le champ d'application du régime d'astreinte aux agents contractuels, soumis à des obligations d'astreintes.

2/ Champs et modalités d'application

Pour l'ensemble de l'établissement, peuvent être appelés à intervenir en astreinte les agents cadres membres du Comité de direction pour les astreintes de décision.

Les agents intervenant lors des périodes d'astreinte doivent tenir à jour la main courante qui permet la traçabilité des évènements traités. Ils ont à leur disposition des moyens selon la nature de l'astreinte : véhicule de service (remisage à domicile s'il existe une solution de stationnement), téléphone, mallette d'intervention.

L'astreinte de décision correspond à la situation où des personnels d'encadrement (membres du comité de direction notamment) peuvent être joints directement par l'autorité territoriale, par les services de police, par le Service Départemental d'Incendie et de Secours notamment, en-dehors des heures d'activité normale du service afin de prendre les dispositions nécessaires.

Il s'agit du premier niveau d'intervention dans le cadre de l'alerte concernant la survenance d'un évènement : évaluation de la situation et des moyens à engager, contact avec l'élu d'astreinte si nécessaire.

La période d'astreinte est indemnisée selon la règlementation en vigueur (arrêté du 14 avril 2015) :

Période d'astreinte	Montant en euro brut
Semaine complète	121
Nuit	10
Samedi ou jour de récupération	25
Dimanche ou jour férié	34,85
Week-end (du vendredi soir au lundi	76
matin)	

Les heures d'intervention réalisées sont compensées sous la forme d'un repos compensateur ou sous la forme d'une indemnisation compensant les heures réalisées en-dehors du temps de travail selon la règlementation en vigueur.

Reçu en préfecture le 18/03/2025

Publié le 18/03/2025

ID: 089-268903879-20250314-DEL_2025_04-DE

Tous les montants cités précédemment pourront évoluer dans les mêmes proportions que la réglementation en vigueur à fin d'actualisation.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Administration à l'unanimité de ses membres :

- > Adopte le régime des astreintes susmentionné au sein du Centre Communal d'Action Sociale.
- > Approuve la désignation des emplois concernés par la réalisation des astreintes.
- > Opte pour la rémunération des périodes d'astreinte et la possibilité d'indemniser les périodes d'intervention effectuées par les agents autres que ceux relevant de la filière technique.
- > Etend le champ d'application de la présente délibération aux agents contractuels soumis à des obligations d'astreinte.
- ➤ Autorise le Président, ou son représentant, à accomplir l'ensemble des formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération, et notamment à signer tout acte s'y rapportant.

Ainsi délibéré en séance les jours, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme, Pour le Président du C.C.A.S., et par délégation de signature,

Ghislaine PIEUX

La Vice-Présidente,

Envoyé en préfecture le 18/03/2025

Reçu en préfecture le 18/03/2025

EXTRAIT (D: 089-268903879-20250314-DEL_2025_05-DE

DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

C.C.A.S

DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE SENS

Séance

QUATORZE MARS DEUX MILLE VINGT CINO

Objet de la Délibération :

Convention avec le Centre de Gestion de l'Yonne – Prise en charge des frais médicaux par le CDG89

N° 2025 / 05

Nombre de Membres en exercice: 11 Qui ont pris part à la délibération: 6

Présents: 6

Absents: 5

Pouvoirs: 0

Date de Convocation:

10 mars 2025

Publié le: 18 mars 2025

Présents:

Madame Ghislaine PIEUX, Vice-Présidente, Madame Murielle BLIN, Madame Mireille DUPRÉ, Madame Aline Rose KPAKPA, Monsieur Charles-Hervé MOREAU, Monsieur Nicolas PICHARD, membres.

Absents excusés :

Monsieur Paul-Antoine de CARVILLE, Président, Madame Marie-Christine ALAMARGOT, Madame Véronique ALEMANY, Monsieur Pierre BARATTE, Madame Josiane SARRAZIN, membres.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU le Code Général de la Fonction Publique, notamment ses articles L452-25 et 26:

VU le Décret 87-602 du 30 juillet 1987, notamment l'article 41 ;

VU le projet de convention proposé par le Centre de Gestion de l'Yonne ;

Considérant que pour la bonne gestion des procédures auprès du Conseil médical il est utile de confier la prise en charge des frais médicaux au Centre de Gestion:

Les honoraires et autres frais médicaux résultant des examens prévus au décret 87-602 du 30 juillet 1987 sont à la charge du budget de l'établissement.

Cependant dès lors que le Centre de Gestion assure le paiement de ces frais et honoraires, les modalités de remboursement par la collectivité ou l'établissement sont définies conventionnellement.

Ces frais sont ceux prescrits par le Conseil Médical dans le cadre du suivi individuel des agents de la collectivité.

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'Administration autoriser le Président à signer la convention relative à la prise en charge des honoraires et frais médicaux par le CDG 89 dans le cadre du secrétariat des instances médicales et aux modalités de leur remboursement par l'établissement;

Envoyé en préfecture le 18/03/2025 Envoyé en prefecture le 18/03/2025

ID: 089-268903879-20250314-DEL_2025_05-DE

Ainsi délibéré en séance les jours, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme, Pour le Président du C.C.A.S., et par délégation de signature

La Vice Présidente,

Envoyé en préfecture le 18/03/2025

Reçu en préfecture le 18/03/2025

Publié le 18/03/2025

EXTRAIT [D: 089-268903879-20250314-DEL_2025_06-DE

DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

C.C.A.S

DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE SENS

Séance

du QUATORZE MARS DEUX MILLE VINGT CINQ

Objet de la Délibération :

Actualisation du RIFSEEP

Nº 2025 / 06

Nombre de Membres en exercice: 11 Qui ont pris part à la délibération: 6

Présents: 6

Absents: 5

Pouvoirs: 0

Date de Convocation:

10 mars 2025

Publié le : 18 mars 2025

Présents:

Madame Ghislaine PIEUX, Vice-Présidente,

Madame Murielle BLIN, Madame Mireille DUPRÉ, Madame Aline Rose KPAKPA, Monsieur Charles-Hervé MOREAU, Monsieur Nicolas PICHARD, membres.

Absents excusés:

Monsieur Paul-Antoine de CARVILLE, Président,

Madame Marie-Christine ALAMARGOT, Madame Véronique ALEMANY, Monsieur Pierre BARATTE, Madame Josiane SARRAZIN, membres.

VU le Code général des collectivités territoriales;

VU le Code général de la fonction publique, notamment les articles L.714-1 et suivants:

VU le décret 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale;

VU le décret n°2010-997 du 26 août 2010 modifié relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés ;

VU le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la Fonction Publique de l'Etat;

VU le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux ;

VU le décret n°2015-661 du 10 juin 2015 modifiant le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 précité;

VU le décret n°2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale ;

VU l'ensemble des arrêtés ministériels portant application aux corps de la fonction publique d'Etat des dispositions du décret n°2014-513 précité;

VU la circulaire NOR: RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel;

VU le tableau des effectifs;

VU les délibérations antérieures relatives au RIFSEEP;

Sous réserve de l'avis du Comité Social Territorial du 18 mars 2025 ;

Envoyé en préfecture le 18/03/2025

Reçu en préfecture le 18/03/2025

Publié le 18/03/2025

ID: 089-268903879-20250314-DEL_2025_06-DE

Considérant que les organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs établissements publics fixent les régimes indemnitaires de leurs agents dans la limite de ceux dont bénéficient les différents services de l'Etat;

Le Régime Indemnitaire de Fonctions, Sujétions, Expertise et Expérience Professionnelle (RIFSEEP) comprend deux parts :

- L'Indemnité de Fonctions, des Sujétions et d'Expertise liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle (IFSE);
- Le Complément Indemnitaire Annuel versé selon l'engagement professionnel et la manière de servir de l'agent (CIA).

Il appartient à l'organe délibérant de définir le cadre général de l'instauration de ce régime indemnitaire, dans les conditions et les limites fixées par les textes législatifs et réglementaires en vigueur. Il est précisé que la présente délibération a pour objet uniquement l'IFSE.

1- Le principe

L'IFSE a pour objet de valoriser l'exercice des fonctions et repose sur la nature des fonctions exercées par les agents ainsi que sur la prise en compte de l'expérience professionnelle acquise dans l'exercice de leurs fonctions. Elle est attribuée aux agents titulaires et stagiaires, et aux agents contractuels de droit public employés sur un poste permanent. Elle est appliquée aux cadres d'emplois répertoriés dans l'annexe de la présente délibération.

2- La détermination des groupes de fonctions et des montants maxima de l'IFSE

L'organe délibérant peut librement déterminer le nombre de groupe de fonctions par cadre d'emplois auquel il affecte, pour chacun d'entre eux, un montant plafond dans la limite du plafond réglementaire. Le montant de l'IFSE est fixé selon le niveau de responsabilité, de technicité et de sujétions requis dans l'exercice des fonctions occupées par les agents relevant d'un même cadre d'emplois.

Chaque cadre d'emplois de l'établissement est réparti en différents groupes de fonctions selon les critères professionnels suivants :

- Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception :
- A titre d'illustration : Responsabilité d'encadrement, niveau d'encadrement dans la hiérarchie, responsabilité de coordination, responsabilité de projet ou d'opération...
 - Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions, et notamment :

A titre d'illustration: Connaissances requises pour occuper le poste, complexité des missions (exécutions, interprétations; arbitrages et décisions), niveau de qualification requis, autonomie (restreinte, encadrée, large), diversité des tâches, des dossiers, des projets...

- Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel :

Envoyè en préfecture le 18/03/2025 Reçu en préfecture le 18/03/2025 Publié le 18/03/2025

ID: 089-268903879-20250314-DEL_2025_06-DE

A titre d'illustration : Responsabilité financière, responsabilité juridique, effort physique, tension mentale, nerveuse, travail isolé, travail posté, relations externes, itinérance, déplacement...

À chaque groupe de fonctions correspond les montants plafonds figurant en annexe de la présente délibération. Les montants indiqués correspondent aux montants plafonds applicables aux fonctionnaires d'État. Ces montants sont établis pour un agent exerçant ses fonctions à temps complet. Ils sont réduits au prorata de la durée effective de travail pour les agents exerçant leurs fonctions à temps partiel ou occupant un emploi à temps non complet.

3- L'attribution individuelle de l'IFSE

L'attribution individuelle de l'IFSE est décidée par l'autorité territoriale. Au regard de sa fiche de poste, l'autorité territoriale procède au rattachement de l'agent à un groupe de fonctions selon l'emploi qu'il occupe conformément à la répartition des groupes de fonctions pour chaque cadre d'emplois définie par la présente délibération. Sur la base de ce rattachement, l'autorité territoriale attribue individuellement l'IFSE à chaque agent dans la limite du plafond individuel annuel figurant en annexe de la présente délibération.

Ce montant individuel est déterminé en tenant compte de l'expérience professionnelle acquise par l'agent conformément aux critères suivants :

- Le parcours professionnel de l'agent avant l'arrivée sur son poste ;
- La capacité à exploiter l'expérience acquise quelle que soit son ancienneté (diffusion du savoir à autrui, force de proposition, etc....);
- Formations suivies ;
- Approfondissement des savoirs techniques, des pratiques, montées en compétence ;
- Réalisation d'un travail exceptionnel, faire face à un évènement exceptionnel;
- Conduite de plusieurs projets ;
- Tutorat etc...

L'ancienneté (matérialisée par les avancements d'échelon) ainsi que l'engagement et la manière de servir (valorisés au titre du complément indemnitaire annuel) ne sont pas pris en compte au titre de l'expérience professionnelle.

Le montant individuel d'IFSE attribué à chaque agent fera l'objet d'un réexamen :

- En cas de changement de fonctions;
- En cas de changement de grade ou cadre d'emplois;
- Au moins tous les 4 ans à défaut de changement de fonctions ou de grade et au vu de l'expérience professionnelle acquise par l'agent conformément aux critères figurant dans la présente délibération.

Publié le 18/03/2025

ID: 089-268903879-20250314-DEL_2025_06-DE

4- La périodicité et modalités de versement de l'IFSE

L'IFSE est versée selon un rythme mensuel. Elle est versée au prorata de la durée effective de travail pour les agents exerçant leurs fonctions à temps partiel ou occupant un emploi à temps non complet.

5- Les modalités de maintien ou de suppression de l'IFSE

MODALITÉS DE MAINTIEN	OU DE SUPPRESSION DE L'IFSE	
Maladie ordinaire	Maintenue dans les mêmes proportions que le traitement jusqu'au 6 ^{ème} jour d'absence dans une année civile	
Maternité, adoption, paternité	Maintenue dans les mêmes proportions que le traitement	
Congé pour invalidité imputable au service CITIS – Accident de travail / maladie professionnelle	Maintenue dans les mêmes proportions que le traitement	
Congé Grave maladie	Suspendue (sauf application rétroactive *)	
Congé Longue maladie	Suspendue (sauf application rétroactive *)	
Congé Longue Durée	Suspendue (sauf application rétroactive *)	
Temps partiel Thérapeutique	Maintenue dans les mêmes proportions que le traitement	
Congés annuels	Maintenue	

* L'agent perd le bénéfice de son régime indemnitaire à compter de la date de décision de placement en congé de grave maladie, CLM ou CLD (article 2 du décret n° 2010-997). Toutefois, lorsqu'un agent est placé en CLM, CLD ou CGM à la suite d'une demande présentée au cours d'un congé de maladie, les primes et indemnités qui lui ont été versées durant son congé de maladie ordinaire lui demeurent acquises.

6- Les cumuls

L'IFSE est exclusif de tout autre régime indemnitaire de même nature, à l'exception des primes et indemnités légalement cumulables. Le RIFSEEP est cumulable avec certaines primes et indemnités appliquées par l'établissement, notamment :

- L'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (frais de déplacement, indemnité de mission);
- Les indemnités différentielles complétant le traitement indiciaire et la GIPA (dispositif compensant les pertes de pouvoir d'achat);
- La prime d'intéressement à la performance collective des services ;
- Les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, indemnité horaire pour travail de nuit, jours fériés et dimanches, ...);
- L'indemnité de chaussures et de petit équipement ;
- La prime de responsabilité des emplois administratifs de direction ;
- La Nouvelle Bonification indiciaire (NBI);
- L'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections ;
- La prime de responsabilité versée aux agents détachés sur emploi fonctionnel;

Reçu en préfecture le 18/03/2025

Publié le 18/03/2025

ID: 089-268903879-20250314-DEL_2025_06-DE

- Les primes régies par l'article 111 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 (prime annuelle, 13ème mois...).

7- La clause de revalorisation

Les plafonds de l'IFSE et du CIA tels que définis en annexe de la présente délibération seront automatiquement ajustés conformément aux dispositions réglementaires en vigueur applicables aux fonctionnaires d'État.

8- Le maintien à titre individuel pour rappel des applications antérieures

À l'instar de la fonction publique d'État, le montant indemnitaire mensuel perçu par l'agent au titre du ou des régimes indemnitaires liées aux fonctions exercées ou au grade détenu (et, le cas échéant, aux résultats, à l'exception de tout versement à caractère exceptionnel), est conservé au titre de l'IFSE jusqu'à la date du prochain changement de fonctions de l'agent, sans préjudice du réexamen de sa situation au vu de l'expérience acquise.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Administration, à l'unanimité des membres présents :

- > Adopte le régime indemnitaire dans les conditions présentées cidessus
- > Dit que les crédits correspondants sont inscrits au chapitre 012 du budget.
- ➤ Autorise le Président, ou son représentant, à accomplir l'ensemble des formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Ainsi délibéré en séance les jours, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme, Pour le Président du C.C.A.S., et par délégation de signature, La Vice Président (C.10N.S.)

Ghislaine PIEI

Reçu en préfecture le 18/03/2025

ID: 089-268903879-20250314-DEL_2025_06-DE

C.C.A.S de SENS

	Plafo	nd annuel de l'II	SE
Cadres d'emplois	Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3
Filière Administrative			
Attaché	36 210	32 130	25 500
Rédacteur	17 480	16 015	14 650
Adjoint administratif	11 340	10 800	10 800
Filière Animation			
Animateur	17 480	16 015	14 650
Adjoint d'animation	11 340	10 800	10 800
Filière Sociale			
Conseiller socio-éducatif	25 500	20 400	20 400
Assistant socio-éducatif	19 480	15 300	15 300
Agent social	11 340	10 800	10 800
Filière Technique			
Agent de maîtrise	11 340	10 800	10 800
Adjoint technique	11 340	10 800	10 800

Envoyé en préfecture le 18/03/2025

Reçu en préfecture le 18/03/2025

EXTRAIT D: 089-268903879-20250314-DEL_2025_07-BF

C.C.A.S

DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE SENS

Séance

du QUATORZE MARS DEUX MILLE VINGT CINQ

Objet de la Délibération :

Budget Principal - Vote du **Budget Primitif 2025**

Nº 2025 / 07

Nombre de Membres en exercice: 11 Qui ont pris part à la délibération: 6

Présents: 6

Absents: 5

Pouvoirs: 0

Date de Convocation:

10 mars 2025

Publié le: 18 mars 2025

Présents:

Madame Ghislaine PIEUX, Vice-Présidente, Madame Murielle BLIN, Madame Mireille DUPRÉ, Madame Aline Rose KPAKPA, Monsieur Charles-Hervé MOREAU. Monsieur Nicolas PICHARD, membres.

Absents excusés:

Monsieur Paul-Antoine de CARVILLE, Président, Madame Marie-Christine ALAMARGOT, Madame Véronique ALEMANY, Monsieur Pierre BARATTE, Madame Josiane SARRAZIN, membres.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.121-29; L;2311-1 et suivants; L.2312-1 et suivants; L.2313-1 et suivants.

Concernant le Budget Principal, le projet de Budget Primitif 2025 a fait l'objet d'un rapport de présentation détaillé et s'équilibre en dépenses et en recettes de la façon suivante :

- Une section de fonctionnement d'un montant de 1 690 610 €
- Une section d'investissement d'un montant de 39 220 €

Soit un budget global s'élevant à 1 729 830 €

Après en avoir délibéré, les membres du conseil :

- ➤ Votent à l'unanimité le budget primitif 2025 tel que proposé.
- Disent que le budget est voté par chapitre,
- > Chargent le Président de notifier ces décisions aux services préfectoraux

Ainsi délibéré en séance les jours, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme, Pour le Président du C.C.A.S., et par délégation de signature, Le Vice Président SOCIAL

laine PIEU

Envoyé en préfecture le 18/03/2025

Reçu en préfecture le 18/03/2025

EXTRAIT [D: 089-268903879-20250314-DEL_2025_08-BF

C.C.A.S

DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE SENS

Séance

DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

QUATORZE MARS DEUX MILLE VINGT CINQ

Objet de la Délibération:

Budget Annexe de la Réussite éducative - Vote du Budget Primitif 2025

Nº 2025 / 0%

Nombre de Membres en exercice: 11 Qui ont pris part à la délibération: 6

Présents: 6 Absents: 5

Pouvoirs: 0

Date de Convocation:

10 mars 2025

Publié le : 18 mars 2025

Présents:

Madame Ghislaine PIEUX, Vice-Présidente, Madame Murielle BLIN, Madame Mireille DUPRÉ, Madame Aline Rose KPAKPA, Monsieur Charles-Hervé MOREAU, Monsieur Nicolas PICHARD, membres.

Absents excusés:

Monsieur Paul-Antoine de CARVILLE, Président, Madame Marie-Christine ALAMARGOT, Madame Véronique ALEMANY, Monsieur Pierre BARATTE, Madame Josiane SARRAZIN, membres.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.121-29; L;2311-1 et suivants; L.2312-1 et suivants; L.2313-1 et suivants,

Concernant le Budget Annexe de la Réussite éducative, le projet de Budget Primitif 2025 a fait l'objet d'un rapport de présentation détaillé et s'équilibre en dépenses et en recettes de la façon suivante :

- Une section de fonctionnement d'un montant de 175 670 €
- Une section d'investissement d'un montant de 7 060 €

Soit un budget global s'élevant à 182 730 €

Après en avoir délibéré, les membres du conseil :

- > Votent à l'unanimité le budget primitif 2025 tel que proposé,
- Disent que le budget est voté par chapitre,
- > Chargent le Président de notifier ces décisions aux services préfectoraux

Ainsi délibéré en séance les jours, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme, Pour le Président du C.C.A.S., et par délégation de signature, Le Vice Président